



Participation de l'UIHJ à la réunion annuelle du Réseau judiciaire européen le 13 décembre 2005 à Bruxelles

La Commission européenne a invité les représentants des professions juridiques, dont l'UIHJ, à participer à une table ronde sur les relations entre le Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale et les professions juridiques, organisée pendant sa réunion annuelle.

Une réunion préparatoire

Pour faciliter la participation des membres du panel et la discussion, une réunion préparatoire s'est tenue à Bruxelles le 2 décembre.

Le Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, créé par décision du Conseil du 28 mai 2001, a pour objectifs d'améliorer et de faciliter la coopération judiciaire en matière civile et commerciale entre les Etats membres tant dans les domaines couverts par les actes communautaires ou instruments internationaux en vigueur, que dans ceux où aucun instrument n'est encore applicable et de favoriser l'accès effectif à la justice des personnes confrontées à des litiges transfrontières, notamment par le biais d'un système d'information facilement accessible et compréhensible pour les citoyens.

Pour atteindre des objectifs, le réseau s'appuie sur des points de contact nommés par les Etats membres et leurs autorités ayant des responsabilités spécifiques dans le domaine de la coopération judiciaire. Ces points de contact se réunissent régulièrement chaque année.

Le Réseau a tenu sa réunion inaugurale le 4 décembre 2002, tandis que quatorze réunions des points de contact ont eu lieu depuis le 11 février 2003.

La question des relations entre le réseau et les professions juridiques est essentielle pour le futur du réseau alors qu'une de ses priorités reste la dissémination de l'information vers les citoyens, les juges et les praticiens du droit, notamment par l'intermédiaire de son site Internet qui est mis à jour régulièrement. Mais, s'agissant de la coopération judiciaire, le réseau n'est pas en mesure d'impliquer des praticiens du droit dans son fonctionnement, sauf lorsqu'ils ont été désignés en tant qu'autorités centrales (article 2-1,b).

Selon la Décision de 2001, les points de contact du réseau ne sont donc pas directement accessibles aux professions juridiques.

La Commission a souhaité inviter ces professions à un échange de vues sur l'amélioration des relations entre le réseau et chaque profession juridique, un possible développement de l'utilisation du réseau par les professions juridiques, et une éventuelle modification du système d'information du réseau pour tenir compte des besoins des professions juridiques.

Un cadeau de Noël pour les professions juridiques

Le 13 décembre 2005, le panel qui faisait face aux quelques 130 membres présents du RJE, se composait de Mario Teinreiro, chef d'unité à la Commission européenne, Joao Simoes de Almeida, administrateur à la Commission européenne, secrétaire du RJE, Karima Zouaoui, point de contact français, Martina Liekova, point de contact de la République tchèque, Carlos Marinho, point de contact du Portugal, Mathieu Chardon (UIHJ), Clarisse Martin (Conférence des notariats de l'Union européenne), Dominique Voillemot (Délégation des barreaux de France), Eva Schrivel (Association des avocats allemands) et Eva Fruthof (Association du barreau de l'Angleterre et du pays de Galles).

Mario Teinreiro a évoqué dans son discours d'introduction un possible cadeau de Noël offert aux professions juridiques autres que la magistrature avec une éventuelle collaborations avec le RJE. « *Derrière le monde du RJE, il y a les citoyens et les professions juridiques* », a déclaré Mario Teinreiro. « *Quels seraient les avantages, les risques, les coûts et les inconvénients d'une telle collaboration ?* », a-t-il conclu, avant de donner la parole aux membres du panel.

Il ressort des débats qui ont suivi pendant près de deux heures que chacun s'accorde à trouver qu'il est dans l'intérêt de tous d'associer les professions juridiques au Réseau judiciaire européen, la question étant de savoir comment et sur quelle base.

Pour sa part, Mathieu Chardon, membre du Comité de l'UIHJ, et représentant pour l'occasion la profession d'huissier de justice au niveau européen, a indiqué que l'on ne pouvait pas envisager une Europe judiciaire sans y inclure les professionnels du droit. « *L'Europe du droit fonctionne avec les professionnels du droit* », a-t-il résumé, à l'unisson avec les autres représentants des professions juridiques. « *Dans ce cadre, un rapprochement des huissiers de justice avec le RJE serait bénéfique. Le RJE pourrait ainsi bénéficier de l'expertise et de l'expérience de l'UIHJ sur un plan international, notamment dans le domaine de la formation, de l'organisation de conférences internationales, avec un réseau mondial de 63 pays.* »

Entrer de plus en plus dans le concret

Les réactions de la salle ont été très positives aux diverses présentations faites par le panel des professionnels juridiques, le maître mot étant celui d'interaction entre le RJE et les professionnels.

Dans son intervention finale, Mario Teinreiro a précisé que l'idée de la participation des professionnels du droit à des réunions, comme la réunion annuelle du RJE, est récurrente. « *Dans le cadre du RJE, a-t-il indiqué, nous devons entrer de plus en plus dans le concret pour savoir comment résoudre les problèmes, dans le cadre d'une coopération pratique. Il serait peut-être possible que les professions choisissent un représentant pour le RJE, lequel serait le lien entre la profession et le RJE.* »

Cela serait une façon d'intégrer les professions juridiques au RJE sans tout bouleverser et sans augmenter la charge de travail des points de contact, a-t-il conclu cette très riche matinée, laquelle augure une collaboration future plus étroite encore entre l'UIHJ et les institutions européennes.



UIHJ participates in the European Judicial Network (EJN) annual meeting in Brussels on 13th December 2005

The European Commission has invited representatives of legal professions to participate in a round table discussion on the relations between the EJN in civil and commercial matters and the legal professions, organized during its annual meeting.

A pre meeting reunion

To facilitate the participation of the members of the panel and the discussion, a pre meeting reunion was organized in Brussels on 2 December.

The basic objectives of the European Judicial Network in civil and commercial matters, created by Decision of the Council of 28 May 2001, are to improve and facilitate effective judicial cooperation between the Member States in civil and commercial matters both in areas to which existing instruments apply and in those where no instrument is currently applicable and to create an effective access to justice for persons engaging in cross-border litigation and facilitating citizens' access to justice through an Internet-based information system which provides citizens with easily accessible and understandable practical information.

To attain its objectives, the European Judicial Network in civil and commercial matters is supported by contact points designated by the Member States and their authorities with specific responsibilities for judicial cooperation in civil and commercial matters. These contact points meet regularly throughout the year. The Network held its inaugural meeting on 4 December 2002, and fourteen meetings of Contact Points have been held since the 11 February 2003.

The relations between the European Judicial Network in civil and commercial matters and the legal professions is a very important subject to the future of the EJN and one of the priority of the Network remains to disseminate information to citizens, judges and legal practitioners, in particular through its Internet site which is regularly updated. But, as far the judicial cooperation is concerned, the Network is not entitled to involve legal practitioners in its functioning, except when they have been designated as central authorities (art. 2(1) b) as bodies for instance for receiving documents by the Member States.

At this stage of the text of the Decision of 2001, the contact points are not directly at the disposal of the judicial professions.

The article 19 of the Decision states that an eventual review shall consider, among other relevant matters, the question of possible access to and involvement of the legal professions in the activities of the European Judicial Network.

In order to exchange of views on the improvement of the relations from the Network with each specific legal profession and on the possible increase of the use of the Network by the legal professions and the eventual change of the communication system in face of the information needs of the legal professions or how to widely spread information near the legal professions and the need to know how the legal professions saw their access and involvement, the European Commission has invited the legal professions to share their views with the "Network" during its 4th members' meeting which took place on 13 December 2005 in Brussels.

A Christmas present for the legal professions

On 13 December 2005, the panel that was facing around 130 Members of the EJN was composed of Mario Tenreiro, Head Unit at the European Commission, Joao Simoes de Almeida, administrator at the EC, secretary of the EJN, Karima Zouaoui, French contact point, Marina Liekova, Czech contact point, Carlos Marinho, Portuguese contact point, Mathieu Chardon (UIHJ), Clarisse Martin director of the European board of the Conference of the European Union Notaries, Dominique Voillemot, president of the French Bar Delegation), Eva Schriewel (Association of German Lawyers) and Eva Fruthof (England and Wales Bar Association).

In his introductory speech, Mario Tenreiro evoked a possible Christmas present for the legal professions other than magistrates with a possible collaboration with the EJN. *"Behind the world of the EJN, there are citizens and legal profession"* declared Mario Tenreiro. *"What would be the advantages, risks, costs and inconvenient of such a collaboration?"* he concluded before giving the floor to the members of the panel.

From the nearly two hours discussion that followed, it came to the conclusion that everyone was agreeing in associating legal profession with the works of the EJN, the question being to know how and on which basis.

From his part, Mathieu Chardon, member of the Committee of UIHJ, and who was representing for the occasion the profession of Judicial Officers at a European level, indicated that a Judicial Europe could not be envisaged without including legal professionals. *"A lawful Europe cannot operate without the legal professionals"* did he resume in unison with the representatives of the other legal professions. *"In this framework, a coming together of Judicial Officers with the EJN would be beneficial. The EJN could also benefit from the expertise and the experience of UIHJ on an international level, notably in the field of training, of the organization of international conferences, with a network of 63 countries."*

Being more and more in the concrete

The reactions of the room were very positive as to the presentations made by the panel from the legal professions, the key word being interaction between the EJN and the professionals.

In his final speech, Mario Tenreiro mentioned that the idea of the participation of legal professionals in meeting, such as the EJN annual meeting, is recurrent. *"Within the EJN, he said, we must be more and more in the concrete, to know how to solve problems, in the framework of a practical cooperation. It might be possible that the professions choose a representative for the EJN who would be the contact between the profession and the EJN."*

This would be a way of including legal profession inside the EJN without changing everything and without increasing the workload of the contact points, did he conclude this eventful morning session which probably forecasts an even closer collaboration between UIHJ and the European institutions.